

## BGE 64 II 71

Bundesgericht (BGE), 1938-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_64\\_II\\_71](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_64_II_71)

FR: ATF 64 II 71

IT: DTF 64 II 71

### Volltext

70 Familienrecht. N. 15. non poteva :adunque sussistere. Le rlorrenti hanno sol- tanto allegato ehe i tutori nominati hanno disposto della sostanza d~li interdetti in modo tale da avvantaggiare un gruppo di eredi a pregiudizio degli altri : essi avrebbero venduto a quel primo gruppo, ad un prezzonotevolmente inferiore al valore reale, azionrappartenenti agli interdetti. Nel loro gravamealla prima istanza cantonale Ersilia e Rosa. Cariseh, pur opponendosi all' interdizione perehe pro- nunClata da, un'autorita ineompetente, hanno diehiarato ehe avrebberoritirato il gravame, qualora la 10ro istanza all' autorita tutoria per ottenere la nomina- di altri tutori avesse esito soddisfacente-. Da tutto eio risulta ehe le ricor- renti avevano un interesse s()ltanto alla . gestione della tutela da parte di persone a 10r0 bene accette e nel senso da loro desiderato.Un tale interesse pero non entra in linea di ?onto a' sensi dell' an. 433 cp. ace; infatti questo artleolo prevede ehe l'istante deve avere un interesse a ~ar re~ocare la tutelao, avuto riguardo al presente easo, ad Impedire ehe essa sia costituita. Ersilia e Rosa Carisch hanno inoltrato illoro rieorso alle autorita grigionesi .quando i-fratelli Carisch erano ancora in vita, e contestano la interdizione di questi ultimi in virti di un diritto proprio. Non oecorre quindi indagare se una caus~ di contestazione delm tutela promossa dagli inter- detti avrebbe potuto essere continuata da Ersilia e Rosa Carisch nella 10ro qualita di eredi. Parim~nti n.0r: e n.eccessano esaminare se nel fattispeeie le autonta gngIONesi erano competenti, dato ehe Ersilia e Rosa Cariseh non hanno veste per impugnare il decreto d'interdizione. Il Trioonale federale pronuncia : 1. - L'appelle contro il querelato giudizio e irricevibile. 2 .. - TI ricorso di diritto civile e respinto, perehe le rieor- rent! non hanno qualita per agire. Familienrecht. No .16. 71 16. Extrait de l'arrit de la IIe Bection civile du S avrU1938 dans la eause Dupra contre Dupra. Exception de litispendance en <t:0it int~rnationa! prive: Cas ~. lequel l'exception pourrait. etre utilement mvoquee. Re.gles. applicables a la determination de la competence du Juge' etranger. Mesures protectrices de l'union conjugale entre epoux etrangers. domiciMs en Suisse. For du domicile du demandeur. (TraiM franco-suisse du 15 juin 1869,. art. ,17 ; Loi ~erale du 25 juin 1891 sur les rapports de drOlt CIVIL, art. 7 ht. g et 32 ;. ces, art. 169 et 170). Les epoux Dupre, de nationalite fran9aise, sont domi- cilies en Suisse depuis 1930. Le 19 mai 1937, Dame Dupre a demande au Tribunal de premiere instance de Geneve de l'autoriser a, avoir un domicile separe et de condamner son mari a lui payer par mois et d'avanee une pension alimentaire de 5000 francs suisses. Dupre a souleve une exception d'incompetence et une exception A ~e ~tispe~ dance celle-ei tiree du fait que, de son cme, il avaat,. en da~ du 9 du m~me mois, introduit devant le Tribunal civil de la Seine une action tendante a obteOO une reduction de la pension que, a la demande de Dame Dupre, .ce meme Tribunal avait aceordee a celle-ci deux ans auparavant. Dame Dupre a objecte que le 9 mai 1937 elle 6tait dej! de retour a.Geneve. Par jugement du ler novembre 1937, le Tribunal de premiere instanee de Geneve. a. deboure Dupre de sonexception d'ineompetence. ~n ~ qui ~on: cerne les conclusions relatives a la pensION, il a Juge qu'il y avait 'lieu a surseoir a statuer j.usqu'a

ce que le Tribunal de première instance de Jassens se serait prononcé sur la validité de l'instance introduite par Sieur Dupre à Paris. Sur recours de Dame Dupre, le Tribunal fédéral a annulé le jugement du Tribunal de Genève dans la mesure où il avait admis l'exception de litispendance.

Sur ce point, le Tribunal s'est exprimé de la manière suivante: C'est à tort en revanche que le Tribunal de Genève a jugé que l'exception de litispendance pourrait éventuellement faire obstacle à l'action de la recourante. L'exception de litispendance, ayant pour fin de prévenir la contradiction de jugements qui auraient même autorité de force jugée et même force exécutoire, ne pourrait tout au plus se concevoir en l'espèce qu'autant que le jugement que rendrait le Tribunal de la Seine sur la demande formée par Sieur Dupre serait susceptible de recevoir son exécution en Suisse. Or, selon l'art. 17 du Traité franco-suisse du 15 juin 1869 (qui, ainsi qu'on l'a jugé, s'applique à tous les jugements rendus dans l'un et l'autre pays et non pas seulement à ceux qui sont rendus dans les matières pour lesquelles le traité institue des règles spéciales de compétence; cf. RO 58 I p. 185), une des conditions auxquelles est subordonné l'exequatur du jugement est qu'il émane d'une juridiction compétente. Or cette condition n'est pas analysée en l'espèce. Il ne suffit pas, en effet, à cet égard, ainsi que l'a admis à tort le Tribunal de Genève que le Tribunal de la Seine soit compétent au regard du droit français. Ainsi que le Tribunal fédéral l'a déjà jugé (cf. RO 25 I p. 89 et suiv.) et suivant un principe qui prévaut de plus en plus en doctrine (cf. pour le droit suisse: SCHURTER et FRITZSCHE, *Das Zivilprozessrecht des Bundes*, p. 609 lit. a et 610 note 821; LEUCH, *Die Zivilprozessordnung für den Kanton Bern*, 2e éd., p. 353, et, pour le droit français: P. LLET, *Traité pratique de droit international privé*, Tome II n° 694 p. 652; PILLET et M. OYET, *Manuel de droit international privé*, n° 609, p. 686; ARMINJON, *Precis de droit international privé*, Tome III n° 306, p. 321; *Repertoire de droit international privé* sous « Décisions judiciaires étrangères II, n° 101 et suiv. »; Cass. civ. 2 mai 1928; CLUNET, 1929 p. 76), il faudrait pour cela qu'il le fût d'après les règles de solution de conflits de lois du droit suisse. Or on chercherait vainement en droit suisse une disposition légale ou même une règle de jurisprudence autorisant à admettre en l'espèce la compétence d'un autre juge que le juge suisse. Les parties étant l'une et l'autre de nationalité française, les règles de compétence fixées par le Traité de 1869 ne sauraient être invoquées en l'espèce. Elles conduiraient d'ailleurs à admettre la compétence du juge suisse en qualité de juge du domicile de la partie défenderesse, l'intime n'ayant jamais connu que son domicile fût à Genève. Le seul texte qui pourrait à la rigueur donner lieu à discussion est celui de l'art. 7 g de la loi fédérale du 25 juin 1891 (art. 59 du Titre final du Ce) combiné avec l'art. 32 de cette même loi. Du moment, pourrait-on dire, que la loi suisse reconnaît au Suisse habitant l'étranger le droit d'intenter une action en divorce devant le juge de son lieu d'origine et qu'en vertu de l'art. 32 de la loi de 1891 il faut admettre, à l'inverse, que l'époux étranger habitant la Suisse est recevable à ouvrir action en divorce devant les tribunaux de son pays d'origine - ce qui impliquerait l'obligation d'accorder l'exequatur en Suisse du jugement rendu sur cette demande -, il doit en être de même et de l'action tendant à la fixation de la pension alimentaire due par l'un des époux à l'autre et du jugement rendu dans une telle instance. Cette argumentation part toutefois d'une prémisse erronée, c'est à savoir que le for exceptionnel prévu par l'art. 7 g pour le cas de divorce de l'époux suisse domicilié à l'étranger vaudrait aussi pour les actions fondées sur les art. 169 et 170 Ce. En effet, ainsi que le Tribunal fédéral l'a déjà relevé (RO 54 I p. 251), si l'on en est venu, pour combler une lacune de la loi - par analogie avec le cas de l'action en divorce, à attribuer au

juge du domicile de la partie demanderesse la compétence des actions prévues aux art. 169 et 170 Ce, il ne s'ensuit pas pour cela que l'application de cette dernière règle, en matière internationale, soit soumise nécessairement aux mêmes variations que la règle formulée à l'art. 144

74 Familienrecht. No 17. en matière de divorce. Au contraire, sa sphère d'application; en ce domaine, doit être déterminée pour elle-même, selon les caractères particuliers des droits litigieux. Il ne serait donc pas juste de dire que la loi de 1891 autoriserait en toute circonstance l'époux suisse domicilié à l'étranger à porter l'action prévue à l'art. 170 Ce devant le juge de son lieu d'origine. Aussi bien, la solution des questions que soulève une action de ce genre dépendra-t-elle avant tout des circonstances particulières du cas, et il est incontestable que le juge du domicile de la partie demanderesse est mieux placé pour les connaître et les apprécier qu'un juge dont le ressort peut se trouver à une distance considérable du lieu où sa décision devrait s'exécuter. On ne peut donc, en l'espèce, tirer aucune inférence de l'art. 32 de la loi de 1891.

17. Sentenza 13 maggio 1938 della II Sezione civile nella causa Crivelli contro Crivelli. L'Autorità di Vigilanza sui registri di stato civile decide se una sentenza estera di divorzio può essere iscritta: la sua decisione è impugnabile mediante ricorso di diritto amministrativo al Tribunale federale (art. 133 dell'ordinanza sul servizio dello stato civile ed allegato I cp. 3 della GAD). È escluso l'equatur cantonale. L'iscrizione, una volta effettuata, ha il valore proprio di qualsiasi altra iscrizione nei registri di stato civile, vale a dire e ammette la prova della sua inesattezza. Questa prova può essere fornita in un'azione di rettifica secondo l'art. 45 cp. 1 ce ed anche incidentalmente in un processo che verte su altro oggetto litigioso. Presupposti da cui dipende l'applicabilità degli art. 7 g cp. 3 e 7 f della legge federale sui rapporti di diritto civile dei domiciliati e dei dimoranti.

A. - Mario Crivelli e Giuseppina Pujol contraevano matrimonio a Barcellona il 2 ottobre 1907. Nel 1932 il marito induceva la moglie a raggiungere i due figli che già si trovavano in Svizzera. Qualche tempo dopo J J Familienrecht. N° 17. egli inoltrava domanda di divorzio al Pretore di Mendrisio, in quale respingeva con giudizio 18 ottobre 1934. Ad insaputa della moglie, il marito otteneva, il 28 settembre 1936, una sentenza di divorzio dal Tribunale speciale dei divorzi di Barcellona ed il giorno dopo, pure a Barcellona, passava a nuove nozze con Juana Usatorre. Tanto la sentenza di divorzio, quanto l'atto del nuovo matrimonio furono inviati per via diplomatica al Dipartimento federale di giustizia e polizia che li trasmetteva alla Direzione di stato civile del Canton Ticino, la quale, in data 13 novembre 1937 e 23 gennaio 1938, ordinava l'iscrizione del divorzio ed del nuovo matrimonio nei registri di stato civile di Novazzano, comune di origine dei coniugi Crivelli.

B. - Venuta a conoscenza casualmente di queste iscrizioni, Giuseppina Crivelli-Pujol ne chiedeva l'annullamento con petizione 25 maggio 1937 alla Pretura di Mendrisio, sostenendo in sostanza quanto segue: L'art. 7 g della legge sui rapporti di diritto civile dei domiciliati e dei dimoranti non torna applicabile, poiché nel caso concreto 8010 UD coniuge, ossia il marito, ha il suo domicilio all'estero mentre la moglie è domiciliata in Svizzera (RO 56 II pa. 335 e seg.). Il divorzio ed il successivo matrimonio di Mario Crivelli sono quindi nulli e le iscrizioni effettuate nei registri di stato civile di Novazzano vanno radiate in virtù dell'art. 45 cp. 1 00. Con risposta 17 settembre il convenuto chiedeva il rigetto della petizione sia in ordine sia nel merito, allegando l'incompetenza della Pretura di Mendrisio, poiché l'attrice era domiciliata a Barcellona e pretendendo che per far annullare le iscrizioni di cui si tratta bisognava ottenere l'annullamento della sentenza di divorzio che l'attrice non aveva impugnata. Con giudizio 7 gennaio 1938 la Pretura di Mendrisio accoglieva la

petizione di causa ed ordinava l'annullamento delle iscrizioni in parola, ritenendo ehe esse sarebbero valide soltanto se l'interessato avesse chiesto ed ottenuto

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.